

Rapport de présentation du Compte administratif 2022

Le compte administratif (CA) retrace l'ensemble des mouvements, c'est à dire l'ensemble des recettes et des dépenses effectivement réalisées par la Ville sur une année. Il doit être présenté au Conseil municipal dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice, donc au plus tard le 30 juin de l'année suivante.

Dans ce rapport sont présentées de manière synthétique les données des mouvements réels issues du document budgétaire réglementaire « compte administratif » conforme à la maquette prévue par l'instruction comptable M14.

Par ailleurs, les mouvements de dépenses et de recettes d'ordre qui sont des écritures purement comptables (écritures équilibrées en dépenses et en recettes) et qui n'occasionnent aucun mouvement de trésorerie ne sont pas intégrés dans le présent rapport.

I – Analyse du compte administratif 2022

A- Fonctionnement

Malgré une hausse des dépenses de fonctionnement, le Compte administratif 2022 affiche un bon niveau d'épargne (1 527 123 € d'épargne nette au CA 2022) en raison notamment d'une bonne progression des recettes de fonctionnement et notamment de la fiscalité directe.

1. Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement affichent une progression de l'ordre de **7,23 %** en 2022 (contre 6,81% en 2021).

1.1. Charges à caractère général

Le chapitre des charges à caractère général enregistre une hausse de **8.57 %** avec **2 214 349 €** de dépenses en 2022 contre 2 039 647 € en 2021 mais conforte les prévisions budgétaires inscrites au BP 2022 avec un taux de réalisation de 99.30% (2 230 000 € inscrits au BP 2022).

Il avait été, en effet, prévu un certain nombre de dépenses supplémentaires qui se sont confirmées (hausse des effectifs péri et extra scolaires, augmentation du besoin d'entretien de la commune, externalisation épareuse (2^{ème} phase), etc.).

Par ailleurs, bien que bénéficiant jusqu'à fin 2023 des tarifs bloqués en matière d'énergies, la commune a été impactée par une forte inflation dans quasiment tous les autres secteurs.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Charges à caractère général	2 248 810	2 136 803	2 133 135	2 067 763	2 055 243	1 801 192	2 039 647	2 214 349
% évolution	0,73%	-4,98%	-0,17%	-3,06%	-0,61%	-12,36%	13,24%	8,57%

1.2. Charges de personnel

Les charges de personnel s'établissent en 2022 à **4 829 541 €** soit une hausse de **7,90 %**.

Comme expliqué à l'occasion du rapport d'orientations budgétaires 2023, cette augmentation s'explique notamment par les facteurs suivants :

- Une hausse importante des effectifs dans les services péri et extrascolaires nécessitant un taux d'encadrement plus important. La contrepartie se retrouve en recette avec une augmentation importante des produits de service.
- Une hausse importante des arrêts maladie.

Sans parler du GVT, à ces deux facteurs, s'est ajoutée en 2022 la revalorisation de 3,5 % du point d'indice. Cette mesure est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2022 et a représenté pour la commune un coût d'environ 80 000 €.

	2018	2019	2020	2021	2022
Charges de personnel	3 851 715	3 906 428	4 084 321	4 475 994	4 829 541
% évolution	-3,17%	1,42%	4,55%	9,59%	7,90%

1.3. Autres charges de gestion courante

Il s'agit essentiellement des subventions versées par la commune aux associations et organismes publics ou privés mais également des indemnités versées au maire et aux adjoints.

Le CA 2022 devrait afficher un résultat proche des prévisions budgétaires avec **1 853 416 €** de réalisation (1 864 330 € prévus au BP 2022) soit une progression de **4,22 %** par rapport à 2021.

Cette hausse s'explique, notamment, par une augmentation des subventions versées au CCAS (662 200 € contre 640 000 € en 2021) et à L'ESTRAN (308 000 € contre 300 000 € en 2021).

Les subventions versées aux associations de droit privé enregistrent également une hausse en 2022 en raison de :

- la subvention exceptionnelle versée à Guidel Carrigaline pour son 35^{ème} anniversaire
- la hausse des effectifs des AMG entraînant ipso facto une hausse de la subvention correspondante (110 320 € contre 101 840 € en 2021)
- du versement sur 2022 de 3 exercices (2020/2022) dans le cadre de la convention Loisirs pluriel (8 750 €)

Concernant la redevance versée à la piscine Fit Océa, la formule de révision a conduit à une hausse de cette dernière (188 005 € contre 180 774 € en 2021).

	2018	2019	2020	2021	2022
Contingents et participations obligatoires	935	1 424	649	719	723
Subvention L'ESTRAN	310 000	300 000	300 000	300 000	308 000
Subvention CCAS	635 000	710 000	638 000	640 000	662 200
Subventions associations et organismes de droit privé	747 731	696 658	677 679	678 507	711 036
Subventions versées	1 693 666	1 708 082	1 616 328	1 619 226	1 681 959
Autres charges de gestion COURANTE	176 474	174 380	163 127	159 079	171 457
TOTAL Autres charges de gestion courante	1 870 140	1 882 462	1 779 455	1 778 305	1 853 416
<i>% évolution</i>	<i>17,23%</i>	<i>0,66%</i>	<i>-5,47%</i>	<i>-0,06%</i>	<i>4,22%</i>

1.4. Les atténuations de produits

Ce chapitre relativement stable depuis 2018 enregistre une hausse en 2022 avec 163 333 € de dépenses contre 125 855 en 2021.

Cette hausse résulte d'une modification de l'attribution de compensation versée par la commune à Lorient agglomération. En effet, Lorient agglomération par une délibération en date du 12 octobre 2021 a fait évoluer, dans le cadre de la révision de son pacte financier et fiscal, la composition et le montant des attributions de compensation portant ainsi le montant de l'attribution de compensation due par la commune en 2022 à 162 918 € (contre 122 257 €). En contrepartie, la commune bénéficie (cf. supra) d'une dotation de solidarité communautaire plus importante (70 712 € en 2022 contre 3 555 € en 2021).

Par ailleurs, la commune a bénéficié en 2022, probablement pour la dernière année de l'exonération de pénalité au titre de la loi SRU.

1.5. Les charges financières

Le remboursement des intérêts de la dette s'est élevé à **218 411 €** contre 239 511 € en 2021 soit une diminution de l'ordre de 8.81%. Cette baisse s'explique par le fait que la majorité des emprunts est à échéances constantes. En effet, lorsqu'un emprunt est à échéances constantes, le montant de chaque échéance est identique sur toute la durée du prêt. La part des intérêts, plus élevée au départ, diminue progressivement tandis que celle du capital remboursé augmente progressivement.

Le remboursement du capital, en revanche, augmente passant de 1 012 549 € en 2021 à **1 099 156 €** en 2022 en raison de la souscription de nouveaux emprunts en 2021 et 2022.

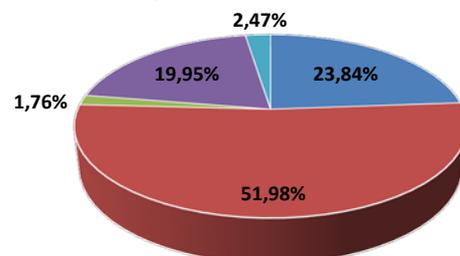
	2018	2019	2020	2021	2022
Intérêts de la dette en cours	286 035	282 125	270 698	239 511	218 411
% évolution		-1,37%	-4,05%	-11,52%	-8,81%
Remboursement du capital de la dette	841 661	899 473	1 029 885	1 012 549	1 099 156
% évolution		6,87%	14,50%	-1,68%	8,55%

Conclusion

En raison d'une augmentation de l'ensemble des chapitres, le CA 2022 affiche une hausse des charges de fonctionnement de l'ordre de **7.23 %** avec 9 290 303 € de dépenses (contre une progression de 6.81% en 2021).

	2018	2019	2020	2021	2022
Charges à caractère général	2 067 763	2 055 243	1 801 192	2 039 647	2 214 349
Charges de personnel et frais assimilés	3 851 715	3 906 428	4 084 321	4 475 994	4 829 541
Atténuations de produits	125 530	125 808	125 850	125 855	163 333
Autres charges de gestion courante	1 870 140	1 882 462	1 779 455	1 778 305	1 853 416
Total des dépenses de gestion courantes	7 915 148	7 969 941	7 790 818	8 419 801	9 060 639
% évolution		0,69%	-2,25%	8,07%	7,61%
Intérêts de la dette	286 035	282 125	270 698	239 511	218 411
Intérêts courus non échus – ICNE	2 000	-2 484	49 220	-7 285	4 468
Autres charges financières	-4 953	2 000	0	500	500
Charges exceptionnelles	5 566	3 647	1 198	11 612	6 285
Total des dépenses réelles de fonctionnement	8 203 796	8 255 229	8 111 934	8 664 139	9 290 303
% évolution		0,63%	-1,74%	6,81%	7,23%

Répartition des dépenses réelles de fonctionnement 2022



- Charges à caractère général
- Charges de personnel et frais assimilés
- Atténuations de produits
- Autres charges de gestion courante
- Charges financières (intérêts, pénalités et charges exceptionnelles)

2. Les recettes de fonctionnement

En 2022, les recettes de fonctionnement continuent de progresser (+ 5.03%) en raison principalement d'une hausse significative des produits des contributions directes (liée à la fois à la revalorisation des valeurs locatives et au dynamisme physique des bases d'imposition) mais également des produits de service.

2.1. Dotations et participations

Ce chapitre comprend :

- Les 3 composantes de la DGF : Dotation Forfaitaire (DF), Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) et Dotation Nationale de Péréquation (DNP)
- Les participations
- Les compensations
- Le FCTVA

Ce chapitre progresse de **3.42%** en 2022 avec **2 304 678 €** de recettes (2 228 504 € en 2021).

Dotation globale de fonctionnement

Depuis 2018, la DGF enregistre une baisse progressive du fait de la perte d'éligibilité de la commune à la DSU (après avoir fortement baissée sur la période 2014/2017 du fait de la contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques).

Pour 2022, la DGF enregistre une légère progression de l'ordre de 1,48 % (+ 24 000 € environ).

	2018	2019	2020	2021	2022
Dotation forfaitaire	1 366 131	1 336 630	1 343 112	1 341 826	1 359 802
Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)	188 275	125 517	0	0	0
Dotation nationale de péréquation (DNP)	339 462	323 827	307 812	306 455	312 917
TOTAL DGF	1 893 868	1 785 974	1 650 924	1 648 281	1 672 719
% évolution	0,94%	-5,70%	-7,56%	-0,16%	1,48%

Participations, compensations et FCTVA

Suite à la réforme de la taxe d'habitation, la commune ne perçoit plus, depuis 2021, les compensations des exonérations de la taxe d'habitation (TH) mais perçoit en revanche les compensations du Foncier bâti sur les locaux industriels (réduction de 50%). A ces compensations s'ajoutent la dotation pour le recensement d'environ 2 276 € en 2022 et la dotation pour les titres sécurisés d'environ 14 630 € en 2022 ce qui a porté le montant des compensations à respectivement 353 825 € en 2021 et **373 615 €** en 2022.

Concernant les participations, leur montant s'élève à **244 470 €** en 2022 (224 698 € en 2021). Cette progression s'explique notamment par une hausse des subventions versées par la CAF en raison de l'augmentation des effectifs péri et extra scolaires.

	2018	2019	2020	2021	2022
DGF totale	1 893 868	1 785 974	1 650 924	1 648 281	1 672 719
FCTVA	12 784	11 150	9 260	1 700	13 874
Participations	89 946	68 014	215 235	224 698	244 470
Compensations fiscales	208 756	219 847	223 604	353 825	373 615
Total	2 205 354	2 084 985	2 099 023	2 228 504	2 304 678
% évolution	-13,56%	-4,00%	49,86%	6,17%	3,42%

2.2. Fiscalité directe

Le produit des contributions directes affiche une nette progression en 2022 (+4.89%) par rapport à 2021 en raison d'une bonne évolution physique des bases d'imposition (+1.5% de progression alors qu'en 2021 les bases affichaient une diminution de 4.5%), et d'une revalorisation des valeurs locatives de l'ordre de +3.4% en 2022.

Les valeurs locatives cadastrales qui servent de base au calcul des impôts locaux sont revalorisées chaque année, au 1er janvier, dans la même proportion que la hausse des prix à la consommation constatée l'année précédente. Or, ces derniers ont augmenté de 3.4 % en 2021, ce qui a entraîné une revalorisation équivalente des valeurs locatives en 2022.

	2018	2019	2020	2021	2022
Produit de la taxe d'habitation	2 858 419	2 977 042	3 018 553	364 262	382 515
	2,23%	4,15%	1,39%	-87,93%	5,01%
Produit de la taxe foncière sur le bâti	3 439 963	3 585 089	3 701 488	6 355 501	6 656 051
	4,39%	4,44%	3,03%	71,70%	4,73%
Produit de la taxe foncière sur le non bâti	149 100	152 031	151 210	155 252	160 242
	0,33%	1,97%	-0,54%	2,67%	3,21%
⇒ Produit des taxes directes	6 447 481	6 721 778	6 871 251	6 875 015	7 198 808
Rôles supplémentaires	24 431	57 480	17 827	21 761	34 987
⇒ Produit des contributions directes	6 471 912	6 771 462	6 889 078	6 896 776	7 233 795
	2,54%	4,63%	1,74%	0,11%	4,89%

2.3. Fiscalité indirecte

La fiscalité indirecte reste relativement stable (-0.55% en 2022) avec **1 413 857 €** de recettes perçues contre 1 421 647 € en 2021. En effet, bien que le produit de la taxe additionnelle aux droits de mutation enregistre une baisse de 151 716 €, cette dernière est en partie compensée par la perception de recettes au titre de la taxe sur les terrains devenus constructibles (77 638 €) et une hausse de la dotation de solidarité communautaire de 3 555 € à 70 712 € suite à la révision du pacte fiscal et financier de Lorient Agglomération.

	2018	2019	2020	2021	2022
Dotations de solidarité communautaire	3 555	3 555	3 555	3 555	70 712
FPIC	227 526	215 555	219 732	226 410	229 998
Droit de place	20 387	19 367	15 816	19 498	18 539
Taxe sur l'électricité	192 352	187 458	197 525	207 873	204 375
Taxe additionnelle aux droits de mutation	668 762	633 692	684 665	964 311	812 595
Taxe sur les terrains devenus constructibles	174 207	68 682	34 238	0	77 638
TOTAL	1 286 789	1 128 309	1 155 531	1 421 647	1 413 857
<i>% évolution</i>	25,81%	-12,32%	2,41%	23,03%	-0,55%

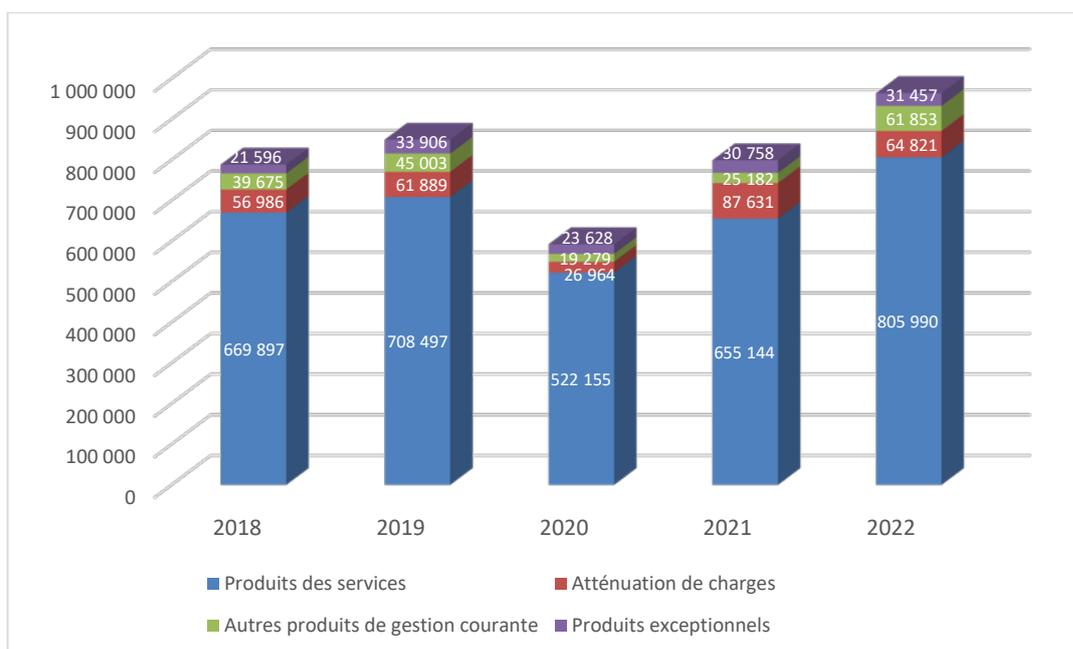
2.4. Les autres recettes d'exploitation

Les autres recettes d'exploitation enregistrent une hausse de 20,71 % (964 121€ en 2022 contre 798 715 € en 2021). Cette hausse résulte notamment d'une belle progression des produits de service (+23.02 %) et notamment des produits liés aux services péri et extra scolaires en raison d'une hausse des effectifs (ALSH et restauration scolaire notamment).

Les produits de gestion qui correspondent quant à eux aux revenus des immeubles enregistrent également une forte hausse en 2022 (+145.62 %) en raison notamment de l'occupation des locaux de l'ancienne école de Polignac et des loyers versés pour l'occupation de l'ancienne caserne (transfert provisoire du Carrefour market dans le cadre de la ZAC).

Les atténuations de charges (remboursement des arrêts maladies, maternité, etc.) affichent, en revanche une baisse d'environ 23 000 €.

	2018	2019	2020	2021	2022
Produits des services	669 897	708 497	522 155	655 144	805 990
Atténuation de charges	56 986	61 889	26 964	87 631	64 821
Autres produits de gestion courante	39 675	45 003	19 279	25 182	61 853
Produits exceptionnels	21 596	33 906	23 628	30 758	31 457
TOTAL	788 154	849 295	592 026	798 715	964 121
	-5,39%	7,76%	-30,29%	34,91%	20,71%



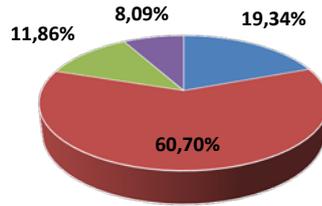
Conclusion

La revalorisation des valeurs locatives calquée sur l'inflation aura permis une bonne progression des produits des contributions directes (+4.89% pour une recette qui représente un peu plus de 60% des recettes de fonctionnement) et la hausse de fréquentation des services péri et extra scolaires une belle progression des produits de service (+20.71%) contribuant ainsi à une hausse des recettes de fonctionnement de l'ordre de 5.03%.

Évolution des recettes de fonctionnement

	2018	2019	2020	2021	2022
Dotations et participations					
DGF	1 893 868	1 785 974	1 650 924	1 648 281	1 672 719
FCTVA	12 784	11 150	9 260	1 700	13 874
Participations	89 946	68 014	215 235	224 698	244 470
Compensations fiscales	208 756	219 847	223 604	353 825	373 615
Total	2 205 354	2 084 985	2 099 023	2 228 504	2 304 678
% évolution	-1,39%	-5,46%	0,67%	6,17%	3,42%
Fiscalité directe					
Contributions indirectes	6 447 481	6 721 778	6 871 251	6 875 015	7 198 808
Rôles supplémentaires	24 431	57 480	17 827	21 761	34 987
Total	6 471 912	6 771 642	6 889 078	6 896 776	7 233 795
% évolution	2,54%	4,63%	1,73%	0,11%	4,89%
Fiscalité indirecte					
Dotations de solidarité communautaire	3 555	3 555	3 555	3 555	70 712
FPIC	227 526	215 555	219 732	226 410	229 998
Droit de place	20 387	19 367	15 816	19 498	18 539
Taxe sur l'électricité	192 352	187 458	197 525	207 873	204 375
Taxe additionnelle aux droits de mutation	668 762	633 692	684 665	964 311	812 595
Taxe sur les terrains devenus constructibles	174 207	68 682	34 238	0	77 638
TOTAL	1 286 789	1 128 309	1 155 531	1 421 647	1 413 857
% évolution	25,81%	-12,32%	2,41%	23,03%	-0,55%
Autres recettes d'exploitation					
Produits des services	669 897	708 497	522 155	655 144	805 990
Atténuation de charges	56 986	61 889	26 964	87 631	64 821
Autres produits de gestion courante	39 675	45 003	19 279	25 182	61 853
Produits exceptionnels	21 596	33 906	23 628	30 758	31 457
Produits financiers	159	229	79	117	131
TOTAL	788 313	849 524	592 105	798 832	964 252
% évolution	-5,39%	7,76%	-30,29%	34,91%	20,71%
TOTAL DES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	10 752 368	10 834 460	10 735 737	11 345 759	11 916 582
% évolution	3,35%	0,76%	-0,91%	5,68%	5,03%

Répartition des recettes de fonctionnement 2022

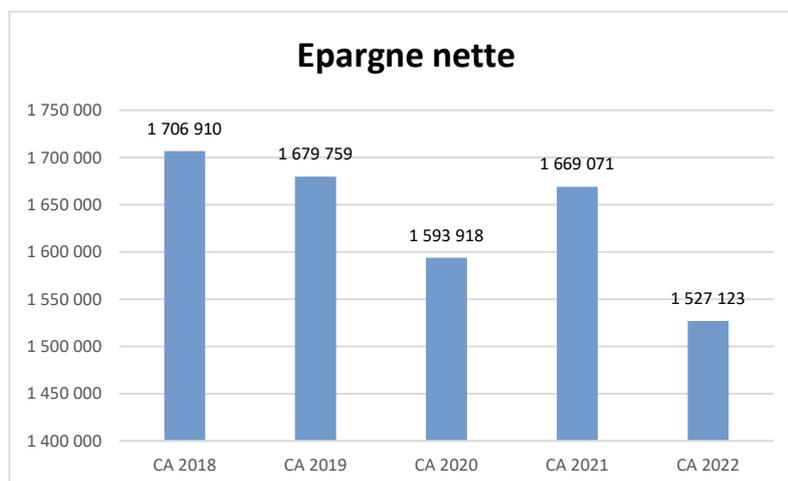


- Dotations et participations
- Fiscalité directe
- Fiscalité indirecte
- Autres recettes d'exploitation

Conclusion sur la section de fonctionnement : une épargne encore significative

Bien que les dépenses de fonctionnement (7.23%) aient progressé, en 2022, de manière plus importante que les recettes de fonctionnement (+5.03%), l'épargne nette, en légère baisse par rapport à 2021, reste encore relativement conséquente (1 527 123 € en 2022 contre 1 669 071 € en 2021).

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022
Recettes réelles de fonctionnement	10 752 368	10 834 460	10 735 737	11 345 759	11 916 582
Dépenses réelles de fonctionnement	7 917 761	7 973 104	7 841 236	8 424 628	9 071 892
Epargne de gestion	2 834 607	2 861 356	2 894 501	2 921 131	2 844 690
Intérêt de la dette	286 035	282 125	270 698	239 511	218 411
Epargne brute	2 548 572	2 579 231	2 623 803	2 681 620	2 626 279
Remboursement du capital de la dette	841 661	899 473	1 029 885	1 012 549	1 099 156
Epargne nette	1 706 910	1 679 759	1 593 918	1 669 071	1 527 123



B- Investissement

1. Les dépenses d'investissement réalisées en 2022

Les dépenses d'investissement se sont élevées à **3 620 697 €** (2 957 889 € en 2021) dont 2 005 427 € au titre de la Programmation Pluriannuelle d'Investissement (PPI).

		Délibération du 29/11/2022	Prévisions AP 2023							Reste à réaliser après 2027
				CP antérieurs	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	
AP 2-1	Terrain synthétique et de rugby	2 611 984	2 611 984	2 597 845	14 139					
AP 2-2	Terrain de football, piste athlétisme, vestiaires et parking	3 170 512	3 170 514	41 713	1 500 560	1 628 241				
AP 2 bis	Restructuration du site de Polignac	357 515	357 515	158 854	60 210	138 451				
AP 9	Aménagement du Vallon de Villeneuve le bourg	472 278	472 278	15 863		256 415	200 000			
AP 10	Aménagement d'un cimetière paysager	2 224 800	2 224 800	369 747						1 855 053
AP 13	Requalification des voiries secteurs Scubidan	1 892 375	1 508 869	111 488	322 474	476 000	0	0	304 698	294 209
AP 14	Réaménagement Parking de Prat Foën	126 681	126 419	126 261	158					
AP 15	Extension du périscolaire Élémentaire Prat foën	434 538	430 893	413 840	17 052					
AP 16	Transfert skate park (1ère)	618 000	628 540	0	96	609 904	18 540			
AP 17	Toiture ST	330 000	327 695	291 135	36 560					
AP18	Réfection Tennis et nouveau gymnase	1 224 000	1 280 709	0	54 177	1 226 532				
AP 19	Création au Sémaphore d'un pôle multisites de sports de glisse	1 020 000	1 830 600	0		100 000	1 030 600	700 000		
AP 20	Extension Mairie	800 000	816 000	0			366 000	450 000		
AP 21	Vidéoprotection (Centre-ville)	145 000	147 900	0	0	0	107 900	40 000		
	TOTAL AP/CP				2 005 427	4 435 543	1 723 040	1 190 000	304 698	2 149 262
	TOOTAL investissements hors AP/CP (plus 261 et 275)				1 615 270	2 189 866	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
	TOTAL				3 620 697	6 625 409	3 723 040	3 190 000	2 304 698	4 149 262

Avec 5 613 220 € de dépenses d'investissement de prévues au BP 2022, le taux de réalisation s'élève à **64.50 %**.

	2018	2019	2020	2021	2022
BP	7 203 038	7 520 000	4 911 556	3 953 513	5 613 220
CA	5 082 445	5 717 230	3 359 661	2 957 889	3 620 697
Taux de réalisation	70,56%	76,03%	68,40%	74,82%	64,50%

2. Financement des investissements 2022

Les dépenses d'investissement 2022 de l'ordre de 3 620 697 € ont été financées par l'épargne nette, des ressources propres d'investissement légèrement en hausse (+ 37 749 €), des produits de cession d'un niveau équivalent à 2021 (119 037 €) et un emprunt d'1 000 000 €.

L'ensemble de ces recettes a permis à la commune de dégager un résultat positif de l'ordre de 152 043 € et d'abonder ainsi le fonds de roulement en portant son montant total en fin d'exercice à **6 423 737 €**.

	2018	2019	2020	2021	2022
Epargne nette	1 706 910	1 679 759	1 593 918	1 669 071	1 527 123
Ressources propres d'investissement	1 625 339	1 296 153	1 368 875	1 088 831	1 126 580
FCTVA	409 145	736 303	863 907	486 563	325 396
Subventions perçues liées au PPI	984 998	250 058	257 926	272 843	558 129
Taxe d'aménagement	222 243	304 117	227 992	322 562	225 672
Amendes de police	8 953	5 675	19 050	6 863	11 587
Dépôt et consignation reçus					5 796
Produits de cession	767 151	6 000	251 800	119 120	119 037
Emprunt	2 000 000	2 000 000	0	1 058 180	1 000 000
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	6 099 400	4 981 912	3 214 593	3 935 202	3 772 740
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	5 082 445	5 717 230	3 359 661	2 957 889	3 620 697
> Résultat de l'exercice	1 016 955	-735 318	-145 068	977 313	152 043
> Fonds de roulement à la clôture de l'exercice	5 157 812	6 174 767	5 439 449	5 294 381	6 271 694
					6 423 737

II- Présentation des ratios financiers

Population totale INSEE :

11963

12076

	STRATE 2020	RATIOS 2021	STRATE 2021	RATIOS 2022
		EN €		EN €
Dépenses totales de l'exercice (vue d'ensemble)		8 664 139		9 290 303
moins R722 (travaux en régie)		29 973		
Dépenses réelles		8 634 166		9 290 303
Ratio 1 : dépenses réelles de fonctionnement sur population	1176	722	1213	769
Contributions directes (73111)		6 896 776		7 233 795
Ratio 2 : Produit des impositions directes / population.	570	577	569	599
Recettes réelles		11 464 878		12 035 621
Ratio 3 : Recettes réelles de fonctionnement /population.	1313	958	1357	997
Chapitres 20+21+23 + travaux régie-204		2 864 592		3 500 002
Ratio 4 : Total dépenses équipement /population.	309	239	324	290
Encours de la dette (capital au 31/12 de l'exercice)		10 733 226		10 634 070
Ratio 5 : Encours de la dette /population.	846	897	816	881
Dotations globales de fonctionnement (7411+74123+74127)		1 648 281		1 672 719
Ratio 6 : Dotation globale de fonctionnement/ population.	176	138	174	139
Dépenses de personnel		4 475 994		4 829 541
Ratio 7 Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement	0,604	0,52	0,6	0,52
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal				
Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi				
Remboursement annuel de la dépense (en capital) 1641+16441+16818+168758		1 012 549		1 099 156
Dépenses réelles de fonctionnement + remboursement annuel de la dépense en capital/les recettes réelles de fonctionnement	0,96	0,84	0,96	0,86
Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	0,33	0,25	0,33	0,29
Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement	0,64	0,94	0,6	0,88